11e année — N° 200 — 10 Juin 1935 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Pour un nouveau Zimmerwald

Premières réponses

Le Parti Communiste dans l'union sacrée et dans le bloc des gauches

Les paysans ont-ils leur place dans la société moderne ?

la Révolution prolétarienne

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

54, rue du Château-d'Eau — PARIS (X^e)
(Métro : Château-d'Eau ou Lancry)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois.........	10 fr.
Six mois...........	20 »
Un an.............	40 »

EXTERIEUR

Trois mois.........	13 fr.
Six mois...........	26 »
Un an.............	50 »

◆

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration
à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte de chèques postaux :
« Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;*

2° *De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;*

3° *De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;*

5° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

SOMMAIRE

POUR UN NOUVEAU ZIMMERWALD

La préparation d'une Conférence Nationale de tous les adversaires de la guerre et de l'union sacrée

Dès lecture de la déclaration de Staline, nous avions exprimé non seulement notre propre indignation, mais pensé à rassembler dans une large conférence tous ceux, militants et organisations, qui ne comprennent ni n'approuvent la politique de défense nationale.

Nous avons adressé à une cinquantaine de militants, appartenant à toutes les tendances du mouvement révolutionnaire, la circulaire suivante :

Vous avez certainement attaché la même importance que nous au communiqué par lequel Staline « comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ».

Cette déclaration a, au moins, eu le mérite de dissiper une équivoque qui pesait depuis quelques mois sur notre mouvement ouvrier. A l'heure où le chef de la IIIe Internationale enjoint officiellement au prolétariat français de cesser son opposition à la préparation de la guerre, il est urgent que se concertent et que se rassemblent tous les militants, toutes les organisations ouvrières, tous les hommes de bonne volonté qui restent, malgré Staline, les adversaires irréductibles de la « défense nationale » qui, en aucun cas ne s'allieront au militarisme français, qui n'entreront en aucun cas dans une nouvelle union sacrée.

La déclaration de Staline a arraché à notre bourgeoisie des cris de victoire. Il faut que, dès demain, nous la fassions déchanter. Il faut qu'elle apprenne, dès demain, que l'avant-garde du prolétariat français « ne marche pas ».

Ces adversaires irréductibles de la « défense nationale », ils existent, dans les syndicats confédérés, autonomes ou unitaires, au sein des partis prolétariens, dans le mouvement des anciens combattants pacifistes, dans le Comité des intellectuels antifascistes, etc. Il s'agit de coordonner leur action.

Aussi avons-nous pensé à la tenue d'une conférence qui réunirait, le plus tôt possible, soit des individualités, soit les délégués des organisations qui partagent notre point de vue.

Si vous approuvez cette suggestion et acceptez de participer à une telle conférence, soit à titre personnel, soit mandaté par votre organisation, veuillez bien nous en aviser par retour.

De nombreuses réponses nous sont déjà parvenues; nous en publions plus loin les plus importantes. D'autres nous ont été annoncées. Aussi pouvons-nous penser que la préparation de la conférence est en bonne voie.

Nous n'avons pas été seuls à avoir l'idée d'une telle conférence. Au même moment, la même idée était venue aux camarades de la Fédération unitaire de l'Enseignement et au groupe de « Nouvel Age ». Cela montre combien est fort le besoin d'un rassemblement rapide de tous les opposants.

Nous avons perdu plusieurs semaines précieuses. Il aurait fallu, le lendemain du jour où les murs se couvraient d'affiches communistes proclamant « Staline à raison », pouvoir afficher à côté : « Non, Staline a tort ». Il aurait fallu dans une grande salle parisienne, à Bullier ou à Wagram, appeler tous ceux qui restent contre la guerre aujourd'hui comme ils l'étaient avant le communiqué Laval-Staline du 15 mai. Tous ceux qui ne comprennent pas et qui approuvent encore moins.

Il aurait suffi pour cela de disposer de quelques billets de mille francs et d'être un bon carré de militants. Toutes choses qu'un rassemblement aurait donné aisément.

Les dirigeants du Parti communiste disent que les électeurs de la banlieue parisienne ont plébiscité les déclarations de Staline. Ils n'en pensent pas un mot. Ils savent mieux que personne que les électeurs ont la « comprenette » lente et que ce qu'ils ont plébiscité c'est la lutte contre les deux ans, contre la guerre, contre le fascisme, tout ce que le Front commun représentait jusqu'au 15 mai.

Les dirigeants communistes racontent à mi-voix que le communiqué de Moscou a été extorqué à Staline, qu'il ne pense pas un mot de ce qu'il a signé et que le Parti communiste continuera son opposition à la défense nationale. Bobards! que tout cela. Ce que Staline a signé c'est ce que la diplomatie russe faisait depuis des mois. La déclaration du 15 mai, elle est inscrite dans de nombreux actes antérieurs; elle se monnayera dans de nombreux actes à venir.

D'où la nécessité pour tous ceux qui ne capitulent pas de prendre en charge la lutte contre la guerre que le Parti communiste est désormais incapable de poursuivre et que le Parti socialiste, pour ne faire nulle peine à son associé du Front commun, ne mènera davantage.

Libre aux partis socialiste et communiste d'encaisser le désaveu que leur a infligé Staline, libre à eux de crier maintenant : Vivent les deux ans!, d'approuver les crédits supplémentaires, ainsi que les mesures proposées par le maréchal Pétain, pour remonter le moral des écoliers et des pékins, libre aux deux grands partis d'approuver la défense nationale et de se préparer à l'union sacrée.

Il restera néanmoins des syndicalistes, des communistes, des socialistes, des anarchistes pour rester fidèles à l'internationalisme ouvrier et à l'esprit révolutionnaire.

Ils seront même nombreux, espérons-le; le tout est qu'ils se rassemblent; et que rassemblés, aucun groupe ne cherchant à imposer sa suprématie ou ne voyant là une occasion de faire un croc-en-jambe à ses voisins, ils aient vraiment la seule préoccupation de faire tout ce qu'il est possible de faire contre la guerre qui vient et pour la révolution qui doit la devancer.

Une conférence de Zimmerwald avant la tempête est indispensable. Préparons-la sérieusement.

PREMIÈRES RÉPONSES...

DEVEAUX

Je m'empresse de vous répondre que votre idée d'une conférence pour examiner les « sonneries claironnées par Staline » est tout à fait juste, il est plus que jamais nécessaire de démontrer que contre le militarisme une certaine quantité de militants n'abdique pas ses conceptions, elle laisse cela aux enfants de la famille Marteau et Faucille et à leurs petits cousins.

Que cette réunion ait lieu le plus rapidement possible, voilà votre tâche urgente, ce qui ne doit pas empêcher les camarades de dénoncer le scandale Staline, dans leurs journaux corporatifs.

Marceau PIVERT

Non seulement je suis d'accord avec votre suggestion, mais je vous en félicite. Je reçois sur le même sujet une invitation à une réunion, jeudi, rue de l'Abbaye. Y serez-vous? J'insiste, avant toute chose, pour que les initiateurs et les responsables de ce mouvement *nécessaire* soient avant tout des militants ayant une base ouvrière (politique et syndicale) SÉRIEUSE. Sans négliger l'apport des personnalités en tant que telles, il faut surtout préparer un travail de classification et de liaison au sein des organisations ouvrières. Enfin je ne puis envisager *pour le moment* d'autre collaboration qu'à titre personnel et sans mandat d'une organisation.

Gustave RODRIGUES

Je ne saurais mieux répondre à votre appel qu'en vous envoyant celui que nous venons d'adresser, *pour demain soir,* à un certain nombre de militants, parmi lesquels vous pouvez voir figurer les noms de plusieurs des vôtres.

Inutile d'ajouter que tous ceux d'entre vous qui, sans être nommément désignés, voudraient venir seront les bienvenus.

Je donnerai en tout cas connaissance de votre lettre aux présents. Je suis convaincu que nous tomberons d'accord sur la nécessité d'une conférence commune.

Magdeleine et Maurice PAZ

Nous approuvons pleinement votre suggestion de réunir une conférence qui grouperait les adversaires de la guerre et de l'union sacrée, et nous y participerons bien volontiers.

L. EMERY

Je suis entièrement d'accord quant au principe d'une déclaration condamnant de la façon la plus nette le ralliement de Staline et du P.C. français à la politique de la sécurité par les armements et les alliances. J'ajoute seulement ces deux remarques :

1° La déclaration me paraît très urgente. C'est pourquoi je la voudrais antérieure à une conférence qui ne peut être que tardive. Peu importe de quel côté viendrait l'initiative, peu importe les détails d'un texte qui devrait être très court. L'essentiel est de s'affirmer réfractaire à ce nouveau tournant de 180°;

2° Au lieu d'une conférence hétérogène qui n'aurait que la valeur d'une rencontre momentanée, je me demande si la *R.P.* ne serait pas mieux inspirée en tâchant de faire revivre le Comité des 22 et en lui donnant comme mot d'ordre « l'unité ouvrière contre la trahison des fausses Internationales ». Peut-être les circonstances seraient-elles favorables. Je veux espérer qu'il va y avoir dans certains éléments de la C.G.T.U. (Enseignement par exemple) une vive réaction; les confédérés peuvent être tentés d'aller à gauche dès l'instant que les communistes auront passé à droite (manœuvre qui, sur le plan politique a été esquissée par Léon Blum). D'autres facteurs pourraient jouer dans le même sens : influence doriotiste, etc. Je conseille donc une conférence *syndicale.* Soyez sûrs que sur les autres plans (Comité Rivet, Ligue des Droits de l'Homme, Front Social, etc.) on fera aussi ce qu'on pourra. Il n'est pas nécessaire de tout confondre d'un seul coup.

PLONCARD

D'accord avec le fond de votre circulaire, que je viens de recevoir au sujet du communiqué Staline.

Cependant je tiens à vous indiquer amicalement que rien, à mon avis, ne doit être fait qui puisse nuire au pacte du 27 juillet 1934 sur le terrain politique, de même qu'il faut se montrer conciliant sur le terrain syndical avec nos amis unitaires, car il ne faut pas l'oublier, chez les Cheminots du P.-L.-M., nous avons réalisé un commencement d'Unité qui vaut ce qu'il vaut, mais qui est malgré tout une étape vers l'Unité totale, si on sait écarter le danger d'autonomie.

La défense nationale?... Pour ma part je n'en suis par partisan, ni au Parti socialiste auquel j'ai l'honneur d'appartenir, pas plus qu'au syndicat; j'ai toujours été contre, et je le suis encore plus que jamais!

Que le prolétariat d'U.R.S.S. en soit partisan, c'est son affaire. Là-bas, la défense nationale s'explique, considérant que le peuple Russe a réalisé sa révolution; mais nous en France, tout au moins, tant que nous n'aurons pas conquis le pouvoir, nous avons pour devoir d'écarter tout projet, tout pacte aboutissant à la reconnaissance de cette défense nationale.

En conséquence j'approuve votre suggestion et vous pouvez me compter parmi les individualités vous aprouvant.

Lucie COLLIARD

Tout à fait d'accord avec la proposition de réunir tous ceux qui sont réellement contre la guerre. Depuis mercredi dernier je pense qu'il faut organiser une Conférence de tous ceux, délégués ou non, qui ne se laissent pas bourrer le crâne; et je voulais vous proposer, à vous, de la convoquer, car je suis persuadée que vous seuls avez l'autorité nécessaire pour cela, avec l'aide morale de Martinet. J'en ai même parlé jeudi dernier à la réunion de notre petit groupe de dissidents de Front Social. Voyez comme nos préoccupations coïncident. En pourrait-il être autrement?

Henry POULAILLE

Complètement d'accord avec vous pour la tenue d'une Conférence le plus tôt possible.

Et serais heureux de voir là encore la *R. P.* à la tête du mouvement.

Marthe PICHOREL

Je suis entièrement d'accord avec vous en ce qui concerne la nécessité de rassembler tous les adversaires irréductibles de « la défense nationale », et j'accepte de participer, *à titre personnel,* à la Conférence que vous projetez.

Groupe de la "Vérité"

Au nom du Groupe B.L. de la S.F.I.O. (Vérité), je viens vous informer que nous acceptons de nous rencontrer avec vous, pour l'objet indiqué dans votre lettre : examiner la situation créée par la déclaration de Staline.

Félicien CHALLAYE

Je crois très important qu'une Conférence d'étude rapproche les adversaires de *toute* guerre, quelle que soit son étiquette, et dénonce *toute union sacrée.*

D'autre part, je ne voudrais pas que les événements récents servent de moyen ou de prétexte à une manœuvre anarchistes contre communistes, ou trotzkistes contre staliniens.

Il me paraît nécessaire de laisser les antimilitaristes si nombreux dans le Parti communiste réagir d'eux-mêmes, au lieu de les bloquer avec leurs chefs par une commune condamnation. A ce point de vue je regrette les expressions comme « trahison communiste » employée dans la *Révolution Prolétarienne.*

Surtout je ne voudrais point que les événements récents mettent fin à l'*unité d'action* nécessaire contre la grave menace du fascisme.

G. et L. BOUËT

Nous avons attendu, pour répondre à votre lettre-circulaire reçue jeudi dernier 23, d'avoir des nouvelles de notre Bureau fédéral (réuni le même jour) auquel nous avions suggéré, entre autres choses, l'idée d'une Conférence analogue à celle que vous projetez vous-mêmes. Nous apprenons aujourd'hui, par une brève note de notre camarade Valière, que le principe de cette Conférence a été adopté.

Il importera, pensons-nous, *d'unifier* ce mouvement, qui doit, dans notre esprit, rassembler à la fois *individualités* et *délégués d'organisations.* Nous écrivons en ce sens à notre ami Salducci, secrétaire général de notre Fédération de l'Enseignement, avec l'ensemble de laquelle nous désirons marcher en parfait accord.

Nous avons, vous ne l'ignorez pas, des réserves à formuler sur la ligne générale de la *R. P.* Nous vous reprochons notamment d'avoir, sous prétexte de favoriser l'Unité, accueilli avec trop de complaisance la prose de nos transfuges ayant pour objet de désorganiser la Fédération au bénéfice du Syndicat National. Mais dans les circonstances présentes nous devons reléguer à l'arrière-plan ce qui a pu et peut encore nous diviser.

Sur cette question capitale de la lutte contre l'union sacrée et contre le nouveau massacre des travailleurs en préparation, il faut que nous nous retrouvions, que nous réussissions à nous entendre et à œuvrer en commun.

J. ITARD

Bien que notre groupe de *Révolution Constructive* ne se soit pas encore réuni au sujet de la déclaration Staline, je crois pouvoir vous aviser qu'il se fera représenter à la Conférence que vous envisagez.

Je ferai en tout cas l'impossible pour y participer, soit au nom du Groupe, soit en mon nom personnel.

P. GANIVET

Comme vous, nous sommes les adversaires inconciliables et irréductibles du militarisme, aussi bien soviétique que français. Nous luttons contre nos marchands de canons; ce n'est pas pour nous mettre à la remorque des généraux soviétiques, clients aujourd'hui des marchands de canons. Nous n'admettons aucune nouvelle union sacrée, de Cachin à Paul Faure, sous l'égide de Staline et de Schneider. Le mot de Marx continue pour nous à avoir son plein sens : les prolétaires n'ont pas de Patrie.

C'est dire si nous sommes de cœur avec vous. Notre camarade Boville, administrateur de notre Coopérative des Editions de l'Homme Réel nous représentera parmi vous, à toute conférence que vous jugerez bon d'organiser.

G. VALOIS

Je m'empresse de répondre personnellement à la lettre-circulaire que je viens de recevoir de vous, et je vous donne mon adhésion personnelle à la proposition dont vous voulez bien me faire part.

La présente lettre n'engage naturellement que moi-même, mais vous savez que, demain, jeudi 23 mai, je me trouverai au milieu d'un certain nombre de camarades qui ont été convoqués individuellement pour une conversation tendant au même objet que vous-mêmes.

D'autre part, les organisations de la rue de l'Abbaye seront saisies officiellement demain jeudi. Vous savez qu'elles ont déjà pris position dans le même sens que vous.

Maurice WULLENS

En retard pour répondre à votre appel, mais de tout cœur avec vous. Il faut refaire un Amsterdam-Pleyel qui ne soit pas *pour* la guerre en semblant être *contre* (tout comme *la Haye* en 1913!)

Donc, comptez sur les *Humbles* pour la lutte contre la guerre — ça nous connaît (depuis 1915!!!)

G. SERRET

En réponse à votre lettre reçue ce matin, je vous adresse notre circulaire. Vous le voyez, nous sommes d'accord.

Je pense que la Conférence aura lieu et que nul groupe ne cherchera à y jouer « le rôle dirigeant » au détriment des autres participants.

Je pense aussi que cette Conférence gagnerait à être organisée en Août. L'Enseignement y participerait largement. De plus nous aurions l'appui de notre Congrès. Enfin ce laps de temps (deux mois et demi) permettrait une préparation vraiment sérieuse.

Les groupes parisiens qui avez l'avantage de pouvoir être en contact direct très rapidement, devriez vous occuper de l'organisation pratique. Pour avoir le maximum de chances de succès, le Comité d'organisation devrait comprendre des représentants de tous les courants, de tous les groupements susceptibles de participer aux travaux de la Conférence.

Si vous voulez empêcher une nouvelle « union sacrée »

REPANDEZ

REPANDEZ notre tract

Trahison !

Il vous sera envoyé gratuitement sur simple demande. Mais tout envoi de fonds pour nous aider à en couvrir les frais sera le bienvenu

---

Le Parti Communiste dans l'union sacrée et dans le bloc des gauches

Comme il fallait s'y attendre, le Parti communiste comprend et approuve Staline, lequel comprend et approuve les militaristes de notre pays. Ainsi, à la trahison de Staline s'ajoute la trahison des communistes français.

Pour constater la réalité de la trahison des communistes, il n'est nul besoin de s'attarder aux explications embrouillées et contradictoires qu'ils fournissent sur la déclaration de Staline. De ces explications, d'ailleurs, une seule chose est claire, aussi claire que la déclaration de Staline elle-même : c'est que « Staline a raison! ». Il a raison de donner raison à nos gouvernants.

Mais si ses explications sont embrouillées et contradictoires, les actes du Parti communiste français sont de plus en plus clairs : il applique servilement la nouvelle politique de Staline, qui est celle de notre bourgeoisie.

Il applique le mot d'ordre de Staline en abandonnant toute campagne contre les deux ans, contre les marchands de canons, contre les marchands de béton, contre les marchands de masques, contre l'état-major de l'armée.

Il applique le mot d'ordre de Staline quand il s'abstient de dénoncer la France comme le pays sur lequel pèsent — compte tenu de sa population — les armements les plus formidables d'Europe.

Il applique le mot d'ordre de Staline quand il s'abstient de dire que si les anciens projets de désarmement de l'U.R.S.S. ont échoué, c'est surtout à cause de l'opposition des représentants de la France impérialiste.

Il applique le mot d'ordre de Staline quand il s'abstient de dire que les armements de l'Allemagne ne sont que la conséquence du refus de la France, non seulement de désarmer, mais même de limiter ses armements.

Il applique le mot d'ordre de Staline quand il dénonce les seuls armements de l'Allemagne, quand il déclare que seuls Hitler et ses alliés éventuels menacent la paix du monde, déchargeant ainsi à l'avance nos gouvernants de toute responsabilité dans la guerre qui vient.

Ainsi, le langage de l'*Humanité* sur l'Allemagne ne se différencie plus de celui de la presse de droite. On ne peut pas mieux exciter le chauvinisme des foules, on ne peut pas mieux préparer l'union sacrée pour envoyer les prolétaires se faire massacrer pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Car il ne suffit pas de dire que l'U. R. S. S. doit se défendre et que le prolétariat doit défendre l'U.R.S.S. Le pacte est basé sur la réciprocité et prévoit par conséquent l'assistance des prolétaires russes et français pour la défense de la France impérialiste. Et c'est cela qu'acceptent Staline et les communistes français.

Il y a encore un autre aspect de la trahison communiste : l'armée, que l'on veut maintenir intacte, n'est pas seulement un instrument de guerre étrangère, elle est aussi un instrument de domination intérieure. En proclamant que la France bourgeoise doit maintenir son armée au niveau de sa sécurité, on maintient dans toute sa force l'instrument qui servira à noyer dans le sang toute tentative de libération des prolétaires français.

C'est là une trahison qui « atteint et dépasse » — pour employer une formule bolchevique — toutes les trahisons connues de l'histoire du mouvement ouvrier.

◇◆◇

Conséquence : pour mettre en harmonie sa politique intérieure avec sa politique extérieure, le Parti communiste, après avoir rejoint tous les partis nationaux dans leur propagande d'excitations chauvines, éprouve le besoin de s'intégrer dans les combinaisons des partis bourgeois et prend même l'initiative de réunir les partis de gauche pour monter une combinaison ministérielle qu'il promet de soutenir, non seulement au Parlement, mais dans le pays.

Comme corollaire à la défense nationale : l'union des gauches! Et dans cette réunion de partis de gauche, il se place déjà en deçà du Parti socialiste, puisque des radicaux constatent, avec une agréable surprise, que l'on peut plus facilement s'entendre avec les communistes qu'avec les socialistes!

D'autres indices montrent que les communistes sont déjà actuellement à la droite des socialistes. Au cours des dernières campagnes électorales, on les a vus se désister ou proposer des désistements pour des néos ou des radicaux, même lorsqu'ils étaient en meilleure position au premier tour.

Quand l'*Humanité* donne un compte rendu des débats du congrès socialiste, les conceptions qu'elle éprouve le besoin de combattre sont uniquement celles des éléments de gauche et d'extrême gauche, qui n'ont pas une grande confiance dans l'action purement parlementaire et légaliste pour combattre le fascisme. L'*Humanité* les appelle des putschistes et des aventuristes, et, à l'action des minorités agissantes, elle oppose l'action de masse, l'action de masse dont on parle toujours, mais à laquelle on ne pense jamais.

Comme en Allemagne!

Comme en Allemagne où les communistes ont, pendant dix ans, lutté contre Hitler en se cantonnant dans l'action électorale ou le pur verbalisme, laissant aux troupes nazies le monopole de l'offensive et de l'action violente, livrant les ouvriers sans défense organisée en face des attaques organisées des fascistes. Pendant dix ans, on a vu des ouvriers se défendre au péril de leur vie contre les offensives des troupes hitlériennes, mais on n'a jamais vu le Parti communiste organiser une contre-offensive contre les nazis.

Le résultat, on le voit aujourd'hui. Hitler est au pouvoir, et les organisations ouvrières sont dissoutes, et leurs militants emprisonnés ou expulsés, quand ils n'ont pas été massacrés au moment du déchaînement victorieux des troupes hitlériennes.

C'est à ça que mène la prétendue action de masse du Parti communiste. Action de masse qui se limite à des bavardages ou à de l'électoralisme.

N'oublions pas que le P. C. allemand enregistrait des succès électoraux jusqu'à la veille de la prise du pouvoir par Hitler.

N'oublions pas que la social-démocratie allemande a été longtemps le plus fort parti électoral du Reich. N'oublions pas que la C. G. T. allemande groupait, jusqu'au dernier moment, la grande majorité des prolétaires allemands.

Jouhaux, à une session du B.I.T., où le délégué de Hitler venait représenter les ouvriers, a pu démontrer chiffres en mains qu'à la dernière consultation des ouvriers pour l'élection des délégués aux conseils d'entreprises, les représentants de l'A. D. G. B. avaient recueilli 80 % des suffrages, alors que les nazis n'avaient eu que 18 %.

C'était vrai! Mais ce qui est non moins vrai, c'est que 18 % de fascistes armés se sont révélés plus forts que 80 % de syndiqués désarmés.

Si l'expérience allemande pouvait nous apprendre quelque chose, c'est bien que les illusions réformistes, les illusions légalistes et démocratiques sont mortelles pour la classe ouvrière.

C'est la leçon contraire que semble avoir tirée l'Internationale communiste!

En France aujourd'hui, comme en Allemagne hier, on laisse aux seuls fascistes le privilège de l'organisation militarisée, on les laisse seuls s'entraîner aux combats de rues, on les laisse seuls se préparer au coup de force.

On demande, il est vrai, aux gouvernements bourgeois d'accomplir notre propre besogne : on leur demande de dissoudre les ligues fascistes.

On voudrait nous conduire à l'abattoir que l'on ne s'y prendrait pas autrement.

En tout cas, une chose est claire à présent : c'est que le prolétariat, pour vaincre son ennemi de classe, ne peut plus compter sur les dirigeants de l'Internationale communiste!

F. Charbit.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Le lâchage de Mussolini

Voilà donc déjà crevée l'alliance Mussolini-Laval-Staline! La France et l'Angleterre, cette dernière surtout semble-t-il, ne s'étant pas montrées fort enthousiastes d'une guerre de l'Italie contre l'Abyssinie, Mussolini a lâché ses nouveaux partenaires avec autant de désinvolture qu'il s'était jeté dans leurs bras, et a fait à nouveau les yeux doux à Hitler. Il aurait, assure-t-on, donné son consentement à un putsch des nazis en Autriche, à condition que ces nazis soient des Autrichiens et non des Allemands; ayant ainsi abandonné la vieille lutte du Pape et de l'Empereur pour la domination des Alpes (voir R. P. du 10 août 34), à laquelle il semblait hier encore tout vouloir subordonner, Mussolini se croit assez fort pour tenter la conquête de l'Ethiopie, même avec l'hostilité de l'Angleterre et de la France.

Ce lâchage de l'Italie confirme deux choses que nous n'avons, depuis fort longtemps, cessé de dire.

La première est qu'il est inutile de vouloir s'opposer à ce qui est dans la nature des choses. Depuis que la question de l'Anschluss est posée — et ce n'est pas d'aujourd'hui ! — nous n'avons cessé d'affirmer que l'Anschluss était « dans la nature des choses ». Séparée des énormes satellites slaves et magyars que la maison des Habsbourg y avait annexés, l'Autriche, pays allemand, l'Autriche, vestibule de l'Allemagne vers le Sud-Orient, ne pouvait, si elle voulait vivre et se développer, que s'unir à l'Allemagne. C'était la volonté quasi-unanime, il y a encore à peine un couple d'années, de son peuple. La grotesque et enfantine politique de la diplomatie française, hypnotisée par cette unique idée que l'Anschluss donnerait à l'Allemagne 6 millions d'habitants de plus, s'y est opposée aveuglément. Même un simple Anschluss économique, elle l'a refusé à Brüning. Or, aujourd'hui, elle n'a plus d'autre alternative que de se jeter dans la guerre au nom du « droit » d'enlever aux peuples le droit de disposer d'eux-mêmes ! — ou d'assister impuissante à la réalisation de l'Anschluss par Hitler, au moyen de l'établissement d'un Etat nazi en Autriche !

Le second enseignement que nous donne — une fois de plus — la volte-face mussolinienne, c'est que le système des alliances ne saurait donner aucune sécurité. Laval était content comme tout de sa petite réussite : coup sur coup, alliance avec Mussolini et alliance avec Staline ! Hitler n'avait plus qu'à bien se tenir ! A la première occasion, Goering verrait fondre sur ses camps d'aviation les avions de l'U. R. S. S. par l'Est, ceux d'Italie par le Sud, ceux de la France et peut-être ceux de l'Angleterre par l'Ouest... : merveilleuse perspective ! — perspective qui a duré tout juste l'espace d'un matin. Laval n'est revenu de Russie que pour apprendre que Mussolini avait carrément refusé à Denain la fameuse « mise au point » des accords militaires concernant l'aviation que notre ministre de l'Air avait été tout exprès chercher personnellement à Rome : conséquence de l'accord avec Hitler.

Excellente leçon pour notre diplomatie, si elle était encore capable d'apprendre quoi que ce soit ! Meilleure leçon encore pour cet immense et immonde troupeau de lèche-culs que constitue la Presse, la Littérature et l' « Intelligence » françaises, qui, depuis que M. Mussolini avait bien voulu faire risette à la République française, ne cessait de se vautrer à ses pieds dans un concert des plus basses adulations et des plus viles flagorneries qu'il fut jamais donné d'entendre. Mussolini leur répond par un coup de pied au cul; c'est parfait !

Mais si les alliances ne peuvent donner aucune sécurité, qu'est-ce qui en donnera ? — La S. D. N. ? — Vous voulez rire. Il faut être aussi pince-sans-rire que nos amis anglais pour pouvoir encore avoir l'air de croire à cette fumisterie. La S. D. N. qui n'a ni empêché, ni même eu un mot de blâme contre l'Italie, membre de la S. D. N., bombardant en pleine paix Corfou, partie intégrante d'un pays membre de la S. D. N., et y tuant des milliers de civils dont des centaines d'enfants ! La S. D. N. qui a été incapable d'empêcher le Japon, membre de la S. D. N., de s'emparer de toute une province de la

Chine, également membre de la S. D. N., et qui n'a pu empêcher ce même Japon de débarquer à Shanghaï et d'y mener des semaines durant une guerre ouverte contre les armées chinoises! La S. D. N. incapable d'empêcher ou de mettre fin même après des années à la guerre du Paraguay et de la Bolivie, tous deux membres de la S. D. N. ! La S. D. N. enfin, qui assiste, aujourd'hui même, sans rien tenter pour les arrêter, aux préparatifs de guerre de l'Italie contre l'Ethiopie, membre de la S. D. N., et qui, demain, assistera aussi impassiblement au déroulement des opérations militaires ! — C'est cela qu'on voudrait nous présenter comme pouvant empêcher la guerre entre grandes puissances européennes ? — Plaisanterie ou inconscience ?

Non ! Pour éviter la guerre, pour éviter les conflits stupides, il faut, là aussi, se conformer « à la nature des choses ».

La nature des choses, ce n'est pas pour la République française, tant du moins que celle-ci reste tant soit peu républicaine, de s'allier avec Mussolini! Pas plus avec Mussolini qu'avec Hitler ou avec Schuschnigg !

La nature des choses, c'est que tous les pays où la classe ouvrière jouit encore d'une certaine liberté et possède sur la conduite des affaires, directement ou indirectement, une certaine influence — s'unissent étroitement les uns avec les autres : Scandinavie, Angleterre, France, Belgique, etc...

Qu'ils s'unissent non sous la forme périmée d'alliances entre Etats restant indépendants, mais sous la forme d'un Etat fédéral ou d'une fédération d'Etats au sein duquel aura disparu la souveraineté des Etats particuliers, et qui constituerait ainsi une large entité tant économique que politique, ce qui correspondrait infiniment mieux à l'état de la technique d'aujourdhui que les petits bouts de pays dans lesquels nous restons parqués.

Fédération qui ne serait pas fermée, mais ouverte à tout le monde. Ouverte à tous les peuples prêts à abandonner la souveraineté de leur Etat particulier et à assurer à la classe ouvrière la liberté de penser, de s'organiser et d'agir. Création nouvelle qui, pour tous les peuples encore attachés aux dieux nationaux et s'entre-déchirant pour eux, aurait une force d'attraction invincible, car elle représenterait la paix en face de la guerre, l'unité en face des divisions !

De l'internationalisme révolutionnaire au nationalisme « réaliste »

Mais il y a une alliance qui ne saurait se rompre, c'est celle Staline-Mussolini. Car si l'Angleterre est en train de faire un incontestable effort pour empêcher la guerre éthiopienne, il n'en est pas de même pour la Russie. Staline ni Litvinov n'éprouvent le besoin de dire un mot, d'esquisser le moindre geste contre le nouvel acte de brigandage impérialiste qui se prépare.

Comment voudriez-vous, d'ailleurs, qu'il en soit autrement, alors que même à l'égard de pays en état de révolution, menacés par un capitalisme étranger, Staline fait déclarer publiquement et ouvertement que l'U.R.S.S. ne saurait intervenir.

Voici en effet la déclaration effarante — effarante pour ceux qui croient qu'il y a encore quelque chose de révolutionnaire dans la politique russe — que renferme un article de Radek publié dans un journal japonais et reproduit par les Izvestia :

« Avec son sens réaliste (sic !), le peuple soviétique ne saurait approuver une intervention de l'U.R.S.S. en faveur de la Chine révolutionnaire. »

Après avoir livré les révolutionnaires chinois des villes à Chang Kaï Shek, Staline livre les révolutionnaires chinois des campagnes à l'impérialisme japonais !

Et n'oubliez pas que c'était sous le prétexte d'être à même de pouvoir utilement aider les révolutionnaires chinois que Staline faisait, il y a six ans, pénétrer ses armées en Chine et y massacrer des milliers de Chinois, pour reconquérir « son » chemin de fer de l'Est-Chinois !

Tout cela finira-t-il, enfin, par faire ouvrir les yeux ! S'apercevra-t-on, enfin, qu'il se produit en U.R.S.S. exactement le même phénomène que celui qui s'est produit en France après la Révolution : la substitution du nationalisme patriote à l'internationalisme révolutionnaire.

La Révolution française, elle aussi, avait, à ses débuts, fait la guerre pour porter « la liberté au monde », elle fit la guerre pour la révolution et uniquement pour la révolution, il n'était pas encore question de la France; puis, bientôt, puisque c'était en France qu'était la révolution, on identifia France et révolution, la défense et le rayonnement de la France se confondirent avec la défense et le rayonnement de la Révolution; dans une troisième période, la Révolution disparut, il ne fut plus question que de la France, l'intérêt de la « France » devint la suprême loi, le « patriotisme » avait remplacé le « républicanisme ».

C'est à une évolution exactement identique que nous assistons en U.R.S.S. depuis dix-huit ans; le patriotisme y a graduellement remplacé le soviétisme, et il s'y est aujourd'hui totalement substitué.

Pire que sous l'empire

C'est une vraie frénésie. Emprisonner à tour de bras tous ceux qui osent penser librement, même si l'expression de leur pensée ne tombe sous le coup d'aucune loi, *voilà tout ce que trouve pour se défendre l'équipe de crétins qui représente maintenant l' « élite dirigeante » de la bourgeoisie française.*

Hier, c'était la Revue Anarchiste *qui était poursuivie pour un article où l'on indiquait,* sans y joindre un mot d'approbation, *ce qu'il fallait entendre par « propagande par le fait ».*

Aujourd'hui, c'est le Libertaire *qui est, à son tour, poursuivi parce qu'à propos de la vasectomie il ose dire, reprenant le mot de V. Margueritte : « Ton corps est à toi ».*

« Que la République était belle sous l'Empire ! » avait-on coutume de dire autrefois; nous pouvons dire maintenant : « Sous la République, comme l'Empire reste beau ! », car la liberté de penser et d'écrire, au moins dans les dernières années, y était infiniment supérieure à celle qui nous reste maintenant. Si vous en doutez, lisez la Lanterne *de Rochefort; vous vous rendrez compte qu'il serait impossible d'en écrire l'équivalent aujourd'hui, sans être poursuivi.*

R. LOUZON.

LES PAYSANS ONT-ILS LEUR PLACE DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE ?

Tout le monde connaît la méthode des *tests* qui consiste à poser des questions dont l'extrême simplicité, la cocasserie ou le caractère inattendu constitue toute la difficulté : « Est-ce que Noël est au mois de mars ? Est-ce que le soleil se lève à l'ouest ? », par exemple.

Eh bien! la question : « Les paysans ont-ils leur place dans la société moderne ? » n'est-elle pas, elle aussi, par son évidente absurdité, un parfait exemple de *test* ?

Car, aussi vrai que Noël n'est pas en mars, aussi vrai que le soleil ne se lève pas à l'ouest, non, il n'y a pas, non, il ne peut pas y avoir de place pour la paysannerie dans la société moderne. Et cela pour beaucoup de raisons.

Je m'excuse tout de suite du peu d'originalité qu'aura mon modeste exposé. Mon rôle, rôle à ma taille, consistera tout humblement à bousculer des pots de fleurs qui en ont déjà reçu de rudes, à enfoncer des portes depuis longtemps largement ouvertes.

Il n'y a pas de place pour les paysans dans la société moderne :

Parce que, tout d'abord, l'agriculture paysanne est une monstruosité technique;

Parce qu'ensuite la propriété paysanne, en même temps qu'elle constitue le plus puissant facteur de conservation sociale, est une monstruosité économique;

Parce qu'enfin le paysan est un monstre social.

I. L'agriculture paysanne monstruosité technique

Pour le paysan le problème à résoudre, le but à atteindre est le suivant : vivre sur sa propriété. Il lui faut donc n'acheter à l'extérieur ni marchandises ni services. Il lui faut tout produire, il lui faut tout faire par lui-même. L'agriculture paysanne, agriculture autarchique, se caractérise donc d'une part par la multiplicité de ses productions, d'autre part par le primitivisme de ses méthodes de travail.

La multiplicité de ses productions.

Vivre sur sa propriété, le paysan y parvient en produisant :

1° Toutes les denrées nécessaires à ses besoins et à ceux de sa famille (nourriture, habillement, luminaire, etc...), blé, vin, fruits, légumes, viande, laine, huile, etc...;

2° Toutes les denrées nécessaires à l'entretien des animaux de travail, de rente, d'engrais qu'il élève sur son domaine (graines, racines, tubercules, fourrages, pailles, etc...);

3° Tous les produits nécessaires à l'entretien et à l'exploitation de ses terres et au conditionnement de ses récoltes (fumiers, engrais verts, quelques rangs de seigle dont la paille longue et souple fera office de ficelle pour lier les gerbes, etc...);

4° Tous les produits nécessaires à l'entretien de ses bâtiments et de ses instruments de travail (c'est ainsi qu'en Béarn on voit autour de nombreuses fermes des bouquets de châtaigniers dont le bois servira à refaire les charpentes en cas d'incendie, par exemple).

Le primitivisme de ses méthodes de travail.

Le paysan fait le moins qu'il le peut, directement ou indirectement, appel à la main-d'œuvre étrangère. Il travaille le plus qu'il le peut avec ses bras et les bras des siens, et avec des outils médiocres confectionnés de ses mains avec des matériaux pris sur son domaine et actionnés par des animaux qu'il a lui-même élevés. Il ignore le travail mécanique. Il reste le dernier ouvrier vraiment manuel.

Sans doute, me dira-t-on, le paysan sort-il peu à peu de son splendide isolement. Il ne s'éclaire plus, il ne s'habille plus, il ne fait plus ou presque plus son pain, il laisse en friche son potager. Et puis, il a des besoins nouveaux : besoin de tabac, d'alcool, de viande de boucherie, de cinéma, de lectures, de loisirs. Pour les satisfaire, il lui faut faire de l'argent, il lui faut vendre. Aussi le voyons-nous, d'une part, chercher à produire plus qu'il ne lui faut pour la subsistance de sa famille en augmentant ses rendements par un meilleur travail du sol, par l'emploi de variétés plus productives, par l'emploi des engrais chimiques, et, d'autre part, entreprendre des productions entièrement destinées à la vente. Dans les Pyrénées, par exemple, il arrache sa maigre vigne pour faire un herbage et élever quelques mulets. Dans la plaine garonnaise, il restreint ses emblavures pour planter dix rangées de chasselas. En Normandie, c'est un champ de colza ou de blé noir qu'il transforme en clos. Cependant, là où l'agriculture reste proprement paysanne, ces échanges avec l'extérieur demeurent très restreints puisque pour certains paysans de la Dordogne— le cas est cité par André Maurois dans une enquête publiée par *Marianne* — ils n'atteignent pas 800 francs par an. L'agriculture paysanne reste donc une polyculture.

D'autre part, la main-d'œuvre familiale fait de plus en plus défaut. Les jeunes ne veulent plus rester des paysans — comment s'en étonner d'ailleurs et leur en vouloir ? — et gagnent les « villes tentaculaires ». Il faut ou bien les remplacer par des salariés ou par des outils plus perfectionnés (machines à traire, brabants, faucheuses, etc...) mais souvent mal adaptés à la petite culture, ou bien abandonner à la friche une partie de son héritage.

Et voilà comment l'agriculture française, agriculture paysanne, offre le spectacle d'une agriculture à peine spécialisée, à peine mécanisée, mal outillée, et de tant de terres en friche.

I. AGRICULTURE ET SPECIALISATION

C'est parce qu'elle n'est ni spécialisée, ni mécanisée que l'agriculture française, que l'agriculture paysanne est une monstruosité technique.

Mais ici on va peut-être m'objecter que la technique de la production spécialisée et mécanique rencontre en agriculture des limites et des obstacles qui l'empêchent de se répandre aussi largement que dans l'industrie, et qui font que la loi de concentration qui domine l'industrie moderne ne se retrouve plus, au moins en France, en agriculture. Et ces limites et ces obstacles, ajoutera-t-on, sont non seulement d'ordre juridique, économique ou

psychologique, mais aussi, ce qui est plus grave, *d'ordre technique.* C'est ainsi, par exemple, que l'obligation de la culture alternée d'une part et l'intermittence des occupations et des tâches de l'autre s'opposeraient à la spécialisation en agriculture. Que valent ces deux premières objections?

a) Spécialisation et production agricole Culture alternée

La plupart des agriculteurs qui font ou se targuent de faire de la culture rationnelle pratiquent en France la culture alternée dont la forme classique est l'assolement triennal: la première année ils font des betteraves, la deuxième du blé, la troisième de l'avoine, et ils recommencent. Cette technique qui a fait ses preuves et semble reposer sur des données scientifiques solides constitue-t-elle une limite à la spécialisation par région de culture de la production agricole? Oui. Mais dans quelle mesure? C'est ce que nous allons étudier rapidement.

Première remarque. L'objection tirée de l'obligation de la culture alternée ne vaut tout au plus que pour une partie de l'agriculture : la culture. Elle ne vaut rien pour l'élevage. Certains élevages nous donnent d'ailleurs des exemples de spécialisation poussée aussi loin que dans les entreprises industrielles les plus évoluées. C'est ainsi que dans les grandes fermes avicoles anglaises et américaines, non seulement une seule race de volailles est entretenue, mais encore chaque aviculteur se cantonne dans un domaine très étroit : l'un faisant de la sélection, un autre le poussin d'un jour, un autre l'œuf du jour, etc...

2e remarque. L'objection ne vaut même pas pour toutes les cultures puisqu'il y a des régions de monoculture : en France même, la Normandie et ses herbages, le Bas-Languedoc et ses vignobles, les Landes et leurs pins, etc... D'autre part, la technique monoculturale qui a fait à l'étranger l'objet d'importantes recherches sur lesquelles malheureusement l'abominable presse agricole française nous tient bien mal au courant, n'a pas dit son dernier mot. Qu'il suffise de savoir qu'il est d'ores et déjà démontré que le blé peut être économiquement cultivé de façon continue sur la même terre.

3e remarque. Au surplus on ne voit pas pourquoi spécialisation signifierait obligatoirement en agriculture monoculture. La monoproduction est-elle en effet la règle de la technique industrielle moderne? Nullement. Voyez l'industrie charbonnière du Nord, qui ne se contente pas d'extraire du charbon, mais qui produit de l'énergie électrique, du gaz d'éclairage, qui fabrique du goudron, des colorants, etc...

Voilà ce que vaut en réalité cette première objection d'ordre technique tirée de l'obligation de la culture alternée.

b) Division du travail agricole

Une deuxième question se pose maintenant, toujours dans le domaine de la spécialisation, qui est celle de savoir si le travail agricole peut être spécialisé, ou si, au contraire, il y a en agriculture des obstacles d'ordre technique à la spécialisation professionnelle. Oui, répondent encore les pontifes de notre enseignement agricole, le deuxième obstacle à la division du travail en agriculture est l'intermittence des occupations et des tâches.

Sans doute, concèdent-ils, l'agriculture offre-t-elle de nombreuses applications de la spécialisation professionnelle. On constate, d'une part, la constitution à l'état de professions distinctes d'un certain nombre d'occupations qui se sont détachées du tronc jadis indifférencié de la production agricole (viticulture, oléiculture, sériciculture, etc...); on constate, d'autre part, à l'intérieur de l'exploitation agricole, une certaine décomposition technique des tâches (charretiers, bouviers, bergers, etc...). Mais, ajoutent-ils aussitôt, le rythme des saisons commande l'activité des agriculteurs et fait obstacle à une spécialisation un peu poussée. Même dans une grande exploitation ogricole, suivant les saisons et la température, le personnel se livre à des opérations multiples. L'agriculteur est *obligé* d'être un Maître Jacques apte aux travaux les plus divers.

Eh bien! rien n'est plus faux. Si le paysan d'aujourd'hui est un Maître Jacques, l'agriculteur de demain ne sera pas un Maître Jacques. « Contrairement à une opinion très répandue », écrit le Dr Javal dans un petit livre plein de fantaisies, d'originalité et d'erreurs, mais aussi d'observations neuves et de raisonnements solides, *La Confession d'un Agriculteur* paru chez Fayard en 1929, contrairement à une opinion très répandue, écrit donc le Dr Javal, par ailleurs membre influent de feue la Fédération des Contribuables, « la culture est un métier qui nécessite une majorité de spécialistes et une minorité de manœuvres ». C'est ainsi que dans une exploitation agricole de l'Yonne, la sienne je crois, d'une superficie de 225 hectares, le Dr Javal dénombre sur 30 ouvriers agricoles 22 spécialistes et seulement 8 travailleurs à profession variable suivant les saisons : bineurs de betteraves, moissonneurs, batteurs, releveurs de bottes, bûcherons, etc..., soit un peu plus du quart. Remarquons qu'une exploitation de 225 hectares n'est pas une grande exploitation, et que dans les entreprises plus importantes, l'emploi de bineuses automobiles, de moissonneuses-batteuses, etc..., permettrait encore de réduire très fortement la proportion des hommes à tout faire par rapport aux ouvriers spécialisés.

M. Benoit-Rambaud, qui ferait bien mieux, suivant l'expression de Jean-Richard Bloch, de trier des lentilles que d'enseigner l'économie rurale à Grignon, a fait l'été dernier un voyage en U.R.S.S. Il en est revenu estomaqué par ce qu'il a vu dans les kolkhozes et surtout dans les sovkhozes. « On y fait, écrit-il dans *le Journal d'Agriculture Pratique,* du taylorisme à outrance ». Or, qui dit taylorisme dit division du travail. Mais ce n'est pas ce qui intéresse M. Benoit-Rambaud qui termine ainsi ses réflexions: « N'est-il pas piquant d'observer que les dirigeants de la Russie soviétique se courbent d'admiration devant les pratiques américaines enfantées par un capitalisme en délire? » C'est là tout ce qu'a trouvé le pauvre homme.

Mais passons, et retenons simplement qu'aucun obstacle insurmontable, qu'aucun obstacle sérieux ne s'oppose, sur le terrain technique, à ce que la production agricole, à ce que le travail agricole soient spécialisés.

II. AGRICULTURE ET MACHINISME

Mais si l'agriculture paysanne est une monstruosité technique parce que non spécialisée, comme je viens de m'efforcer de le montrer, elle l'est encore, comme je vais essayer de le faire voir maintenant, parce que non mécanisée.

Mais de nouveau se pose ici la question des limites et des obstacles que la technique de la production mécanique peut rencontrer en agriculture.

Le machinisme, lisons-nous dans les manuels d'économie politique, n'a pas pris en agriculture la même extension et n'a pas produit les mêmes résultats que dans l'industrie, parce qu'en agriculture l'outillage mécanique ne peut pas accomplir l'œuvre fondamentale, propre, spécifique du travail agricole. Si l'on reprend les diverses productions agricoles,

on apercevra qu'une machine ne peut qu'aider la nature, faciliter, préparer sa tâche, mais non l'accomplir. L'essentiel, même quand l'outillage agricole est développé, se fait en dehors du machinisme.

Tout cela n'est exact qu'en partie.

a) Machinisme et industries complémentaires à l'agriculture

Notons d'abord que l'objection ne vaut pas pour toutes les industries complémentaires à l'agriculture : transformation du lait en beurre ou en fromage, du raisin en vin, des betteraves en sucre, du blé en farine, etc... qui peuvent être mécanisées, on le sait, suivant des procédés techniques tout à fait semblables à ceux utilisés dans les autres industries.

b) Machinisme et culture du sol

Notons ensuite, avec M. R.-H. Drilhon, auteur d'une remarquable conférence faite au *C.N.O.F.* le 15 décembre 1932, dans laquelle j'ai beaucoup puisé, que l'exécution de très nombreux travaux agricoles : travail de la terre, transports, manutentions, relève non pas de l'agronomie, mais des mathématiques, de la mécanique, c'est-à-dire des ingénieurs et des mécaniciens, non des agronomes. Sans doute, le bouillant et d'ailleurs plein de talent secrétaire général du parti agraire, M. Henri Noilhan, affirme-t-il que « neuf fois sur dix les phénomènes essentiels de la vie terrienne échappent à l'emprise de la machine ». Mais M. Drilhon nous apprend qu'en U.R.S.S., dans les sovkhozes, on compte non pas neuf agronomes pour un ingénieur, comme M. Noilhan le croit sans doute, mais, au contraire, *neuf* ingénieurs pour *un* agronome.

De son côté, le Dr Javal, déjà cité, écrit : « *Au jeune futur patron qui nous demanderait où il doit faire un stage pour apprendre à s'organiser, nous serions tentés de répondre : chez un entrepreneur de déménagement ou plus exactement de manutention.* » Et il ajoute : « *Ce qui caractérise la grande culture c'est le poids des marchandises qu'elle manipule... Le service de manutention d'une culture de 250 hectares peut représenter une manipulation de l'ordre de grandeur de 25.000 tonnes par an.* »

C'est encore le Dr Javal qui a calculé que pour cultiver et récolter une pièce de dix hectares de blé, les ouvriers doivent parcourir à pied une distance de 900 kilomètres, et que cette distance est doublée en petite culture morcelée.

Or, pour travailler la terre, pour effectuer leurs transports, déplacements et manutentions, les cultivateurs n'ont recours qu'à des instruments presque rudimentaires et souvent même qu'à la force de leurs jambes et de leurs bras, alors que, cependant, l'ingénieur les a dotés de moyens mécaniques aussi puissants et aussi efficaces que ceux dont dispose l'industriel.

En France, pour remuer la terre, non seulement la culture paysanne, mais encore la grande culture continue à faire tirer un soc inerte par une, deux, trois, ou même quatre paires de bœufs, suivant l'importance ou la différence du travail à accomplir. Pour faire un labour de 30 cm. de profondeur en terre moyenne, « bonne à prendre », avec un soc de charrue travaillant une largeur de 35 cm., la traction moyenne relevée au dynamomètre est de 500 kgs. Pour effectuer ce labeur, il faut six bœufs conduits par deux bouviers. La vitesse de cet imposant équipage étant de 0 m. 40 par seconde et la traction étant de 500 kgs, vous pouvez calculer que la puissance de ce moteur de 5.000 kgs est un peu supérieure à 3 C.V. La puissance d'une paire de bœufs est donc légèrement supérieure à 1 C.V. C'est-à-dire que trois paires de bœufs ont la même puissance qu'une petite motocyclette, une paire de bœufs la même puissance que celle du plus poussif des vélo-moteurs. Lorsqu'un homme conduit une paire de bœufs, il conduit un moteur d'un C.V. qui donne le cheval-heure à 6 francs, alors qu'un homme peut conduire un moteur de 100 C.V. et plus donnant le cheval-heure à moins de 10 sous. Qu'en pense M. Benoit-Rambaud ? Mais y a-t-il jamais pensé ?

Ce que peut faire la machine? En voici une, toute nouvelle, qui nous arrive d'Angleterre, 25 tonnes, 170 C.V. : le *gyrotiller*. Il ne s'agit nullement d'un monstre, mais d'une machine destinée à la moyenne culture, puisque son emploi est intéressant à partir de 800 hectares par campagne. C'est, en gros, un tracteur à chenilles, muni à l'arrière de deux plateaux horizontaux animés d'un mouvement circulaire et tournant en sens inverse. Sous chacun de ces plateaux sont montés quatre ou six coutres tordus en forme d'hélice et un peu obliques vers l'extérieur. La terre est brassée par ces coutres, sans être retournée, sur 45 cm. d'épaisseur. La machine peut fonctionner 23 heures par jour et remuer ainsi neuf hectares de terre. Elle est conduite par trois hommes travaillant huit heures, chacun à tour de rôle. Le prix de revient à l'hectare serait de 200 francs environ.

J'ai eu la curiosité de calculer combien il faudrait de bouviers, de paires de bœufs et de charrues pour faire dans le même temps, soit en un jour et dans les mêmes conditions, mais avec les procédés traditionnels de labourage, un travail correspondant. Il faudrait 72 bouviers, 144 paires de bœufs, 36 charrues. Le prix de revient à l'hectare serait voisin de 1.000 francs, soit cinq fois plus élevé qu'avec le gyrotiller.

Deux bouviers travaillant 8 heures par jour avec quatre paires de bœufs et une charrue-brabant réglée à 45 cm, mettraient 36 jours pour labourer les neuf hectares que le gyrotiller remue en un jour. Et l'on connaît l'importance du facteur vitesse en agriculture.

Par conséquent, dans les entreprises complémentaires à l'agriculture d'une part, dans tous les travaux qui relèvent de la mécanique d'autre part, la technique agricole met aujourd'hui à la disposition des agriculteurs des procédés de production, des machines aussi formidables que ceux dont dispose l'industriel.

Restent les travaux qui relèvent directement de l'agronomie et de la zootechnie. Est-il vrai d'affirmer qu'ici l'essentiel, même quand l'outillage agricole est développé, se fait en dehors du machinisme ? Affirmation sommaire qui fait table rase d'une technique qui, bien qu'à ses débuts, a déjà donné des résultats étonnants. Je dirai quelques mots, dans le domaine de l'agronomie, de la printanisation du blé, dans celui de la zootechnie, de l'insémination artificielle et de l'incubation artificielle.

c) Machinisme et agronomie

La printanisation du blé. — C'est une des plus belles conquêtes de l'agronomie moderne. On désigne sous ce nom un traitement des semences qui a pour effet de précipiter l'évolution de la plante d'une façon parfois extrêmement marquée, au point, par exemple, de transformer du blé d'hiver en blé de printemps, ou de provoquer l'épiaison des blés semés tardivement, lesquels ne monteraient pas si l'on se servait de semences ordinaires. Ce traitement consiste à traiter par le froid des graines dont la germination est à peine amorcée. Quelques essais ont été faits en France; voici les résultats de l'un d'eux: blé témoin semé le 16 mars, a épié

seulement le 9 août et n'a pas mûri normalement; blé printanisé semé le 17 mars, soit un jour plus tard que le précédent, a épié le 12 juin, soit 58 jours plus tôt, à la même date qu'un autre blé témoin semé le 12 février, soit 33 jours plus tôt.

Je n'insiste pas sur les avantages énormes dans la pratique de la printanisation. Elle permet, en retardant les semailles, d'étendre la culture du blé à des régions très froides; elle permet, en semant à la date habituelle, de mener le blé à maturité dans les pays très chauds. Le blé printanisé reste de un à deux mois de moins en terre que le blé non traité. Il échappe donc pendant cette période à tous les aléas de la culture : intempéries, maladies, animaux nuisibles, etc... La méthode a été mise au point en U.R.S.S. où des milliers d'hectares sont déjà ensemencés avec du grain printanisé. Ici la technique fait plus qu'aider la nature, faciliter, préparer sa tâche, elle l'accomplit en partie.

Du cultivateur passons chez l'éleveur.

d) Machinisme et zootechnie

L'insémination artificielle. — L'insémination artificielle permet d'utiliser plus largement et d'une façon plus rationnelle les reproducteurs de prix, permet d'améliorer en grand les races avec un nombre insignifiant de mâles, permet d'effectuer le travail d'hybridation sur une vaste échelle et avec une grande économie de moyens et de temps, permet de combattre la stérilité, permet encore de servir de mesure prophylactique contre la propagation des maladies infectieuses par voie génitale. La méthode, mise au point et entrée dans le domaine de l'application pratique en Russie dès avant la guerre, a pris là-bas depuis la révolution de 1917 une très grande extension. En 1928, 70.000 juments ont été inséminées dans plus de 500 centres de monte. En 1930, plusieurs centaines de milliers de brebis ont été inséminées par le sperme de mérinos, l'objectif étant d'atteindre pour cette année (1935) deux millions de brebis à laine grossière améliorées.

Avec cette méthode, un étalon, un bélier peut remplir les fonctions de vingt-cinq étalons, de vingt-cinq béliers. Il devient une machine à reproduire à grand rendement.

De plus en plus, d'ailleurs, entre les mains de l'éleveur, l'animal tend à devenir une machine. « *A l'aide de machines dénommées vaches,* écrit M. R.-H. Drilhon, *nous nous proposons de transformer des fourrages en lait;... il convient de ne retenir pour cette transformation que des machines à grand rendement, c'est-à-dire des vaches sélectionnées* ». Et ne croyez pas qu'il s'agisse là simplement d'une expression imagée, d'une boutade. Car, de même que l'ingénieur qui établit une machine connaît le rendement de cette machine avant qu'elle soit mise en service, de même le sélectionneur qui fait des vaches laitières sait aujourd'hui quelle sera leur production avant leur première lactation.

L'incubation artificielle. — Qui n'a pas entendu parler de l'incubation artificielle des œufs? Je ne la cite donc que pour mémoire en faisant simplement remarquer qu'ici la machine remplace complètement la nature. Il existe des couveuses artificielles à marche continue qui rejettent quotidiennement de leurs tiroirs 6.000 petits poussins. Capitalisme en délire!!!

Au terme de la première partie de mon exposé, je crois donc pouvoir me permettre de conclure qu'aucun obstacle insurmontable, qu'aucun obstacle sérieux d'ordre technique ne s'oppose à ce que l'agriculture soit spécialisée et mécanisée.

La vérité est que les économistes les plus subtils auront beau se casser la tête, ils n'arriveront pas à nous faire croire que la technique de la production spécialisée et mécanique ne peut pas avoir dans l'agriculture une place comparable à celle qu'elle occupe dans l'industrie, et qu'une agriculture, l'agriculture paysanne, qui n'est ni spécialisée, ni mécanisée, n'est pas une monstruosité technique.

III. AGRICULTURE ET CONCENTRATION

Qu'à cela ne tienne, me dira-t-on maintenant, si j'ai été assez heureux pour convaincre, spécialisons, mécanisons l'agriculture paysanne.

Non. Car, de même que dans l'industrie, il est évident qu'on ne peut appliquer, utiliser à fond, à plein la division du travail et le machinisme en agriculture qu'en CONCENTRANT la production agricole. C'est cependant ce que l'on n'a pas compris ou voulu comprendre en France où l'on a prétendu d'une part que des éléments spéciaux à l'agriculture neutraliseraient les avantages de la grande production — ce qui est faux comme nous le verrons tout à l'heure — et où l'on a voulu d'autre part — c'est encore une remarque du Dr Javal — appliquer le machinisme à l'agriculture sans lui appliquer la même formule de concentration que dans l'industrie, de telle sorte que le cultivateur travaille en ordre dispersé depuis le machinisme comme il travaillait en ordre dispersé avant lui. C'est ce qui explique que machinisme et spécialisation n'ont pas donné, du moins chez nous, ce qu'on espérait d'eux, et c'est aussi une des raisons pour lesquelles en France la petite propriété paysanne a pu résister comme elle l'a fait jusqu'à ce jour à ce que nous appelons la grande culture. Au vrai, nous n'avons pas encore en France de grande culture. Aussi les prix de revient du gros fermier de la Beauce, par exemple, ne sont-ils guère inférieurs à ceux du petit paysan limousin ou béarnais. Le premier comme le second produit du blé à 140 fr. le quintal (c'est une des évaluations les plus modestes qui aient été données et l'on est allé jusqu'au double). On peut tout au plus peut-être porter à l'actif du premier le standard de vie des ouvriers qu'il emploie légèrement supérieur à celui du paysan : nourriture moins mauvaise, journée de travail moins longue, travail moins pénible.

IV. PRIX DE REVIENT

J'ouvre ici une parenthèse pour faire remarquer que je parle « prix de revient » et que je ne parle pas « rendement ».

On juge d'habitude l'état de l'agriculture d'un pays d'après les rendements bruts moyens de la terre à l'hectare. Dans une société économique dont le moteur est le profit c'est au moins curieux, mais passons. Pour le blé, on a, par exemple, en tête, le Danemark avec 28 quintaux, puis la Belgique avec 26, l'Allemagne avec 20, etc... Dans la liste ainsi établie, les pays qui nourrissent le monde, les pays dont les blés s'imposent sur le marché mondial : Australie, Amérique, Russie, arrivent bons derniers. Et ceux qui sont en tête sont régulièrement importateurs. La Chine est périodiquement ravagée par d'effroyables famines. Or le paysan chinois, misérable parmi les misérables, arrive à récolter 80 quintaux par hectare.

Ce qui est intéressant, ce n'est pas le rendement brut, c'est le rendement net, ce n'est pas le rendement par unité de surface, c'est le rendement par unité de main-d'œuvre. Combien de quintaux de blé par travailleur dans nos fermes, dans les fermes chinoises, combien dans les exploitations américaines ou russes? C'est cela qui serait intéressant à connaître, c'est cela qui montrerait bien l'infériorité technique de notre culture et peut-être surtout

de celle qui passe pour la plus évoluée, comme celle de la région parisienne ou du Nord.

Et ici, je me vois contraint d'ouvrir une sous-parenthèse.

Les personnes qui s'occupent et se préoccupent de la question du blé en France se divisent en deux camps.

Dans le premier nous trouvons les personnes qui affirment que la culture du blé a un caractère sacré, que le blé est culture nationale par essence. Dans son discours du 23 avril 1931, à Toulouse, où lui fut faite la conduite que l'on sait, M. Tardieu raillait « *les gens très intelligents qui disent de renoncer à faire du blé dans les départements pauvres en rendement* » et il continuait : « *Ces gens-là se moquent du monde, il faut que le blé soit cultivé partout.* »

Laissons de côté cette thèse romantique d'un ministre réaliste et passons au deuxième camp.

Nous y trouvons « les gens très intelligents » dont il vient d'être question. « *La culture du blé doit être intensive en France ou elle ne sera pas* » écrit le Dr Javal. Et comme par culture intensive il entend culture à gros rendement brut, il ajoute : « *Ne pourront tenir que ceux qui obtiendront* 40 *quintaux contre* 8 *au Canada ou ailleurs.* »

La culture du blé, et c'est là que je voulais en venir, doit-elle donc être abandonnée dans le Sud-Ouest où des rendements moitié moindres sont exceptionnels? Je n'en suis pas du tout aussi sûr que cela.

On sait à quelle cadence, malgré les efforts des pouvoirs publics, les campagnes, les campagnes du Sud-Ouest surtout, se dépeuplent. Telle vallée pyrénéenne a perdu en un demi-siècle le quart de sa population, au cours des dix dernières années, le huitième. Qu'on fasse en chemin de fer le trajet Bergerac-Marmande, on ne verra que terres en friches et fermes en ruines. Spectacle désolant, dira-t-on. Oui et non. Oui, pour les terres faites pour porter de riches moissons; non, pour les fermes où ne vécurent jamais que des serfs misérables. Ne relevons pas les métairies écroulées du Sud-Ouest, ne redressons pas les pierres de bornage, mais abattons jusqu'à l'horizon les haies et les clôtures, réunissons les anciens héritages et lançons sur des pièces de 500 hectares gyrotillers et moissonneuses-batteuses. Nous obtiendrons des rendements qu'à Grignon l'on jugera ridicules, mais nous tomberons le fermier beauceron, car, par unité de main-d'œuvre, nous produirons, nous porterons sur le marché beaucoup plus de blé que lui.

« *Un hectare emblavé,* écrit Jean Prévost dans *Marianne* du 3 mai 1933, *peut nourrir cinq hommes. Mais combien d'hectares peut cultiver un homme bien outillé ? Nous raisonnons toujours comme si les cultivateurs étaient la majorité nécessaire de la population. Mais un paysan français peut nourrir dix hommes et un cultivateur canadien trente ou quarante.* » Jean Prévost voit juste, mais il est encore bien loin de compte. A la séance du 29 novembre 1933 de l'Académie d'Agriculture, M. Lucien Romier opposait en effet aux 100 millions de quintaux de blé produits en France par 4 millions de familles, les 100 millions de quintaux de blé produits de l'autre côté de l'Atlantique par 10.000 familles.

Examinons maintenant, pour les comparer avec les résultats de la culture paysanne, les grandioses réalisations américaines ou russes (grandioses à nos yeux de petits bourgeois européens aux conceptions étriquées).

Tout d'abord, quelques chiffres pour donner une idée de ce qu'est réellement la grande culture.

On compte en France une seule ferme d'un millier d'hectares labourables; la dixième partie du territoire agricole russe est occupée par les sovkhozes, fermes collectives d'Etat, qui ont une superficie comprise entre 1.000 et plus de 100.000 hectares; les sovkhozes spécialisés dans la production des céréales en particulier ont une étendue comprise entre 20.000 et 25.000 hectares.

Le Dr Javal a un voisin qui possède des champs si exigus que, lorsqu'il les laboure, il fait un tournant par minute ; les laboureurs de M. Thomas Campbell, producteur de blé dans l'Etat de Montana, creusent des sillons si longs qu'ils font un seul tournant (soit deux sillons, un à l'aller, un au retour) dans une journée de travail.

Quels sont maintenant les prix de revient de la culture spécialisée, mécanique et concentrée? S'il faut en croire un article paru dans l'*Information* du 1er mai 1931 sous la signature de M. Albert Despaux, les Soviets escomptaient sur leurs sovkhozes alors en formation les résultats suivants : le quintal de blé à 80 francs pour une production de 8 quintaux à l'hectare, le quintal de blé à 50 francs pour une production de 9 quintaux 1/2 à l'hectare. Dans le même article il était signalé que certaines grandes exploitations des Etats-Unis produisent le quintal de blé à 40 francs. A la même époque, soit en 1931, on a pu relever dans le compte rendu de l'assemblée générale des actionnaires du Crédit Foncier Franco-Canadien qu'on arrivait à produire au Canada du blé à 37 francs le quintal. Et l'on connaît la bonne qualité boulangère des blés canadiens.

Evidemment, si le petit fermier limousin ou béarnais peut tenir le coup contre le fermier beauceron, il ne le peut plus contre le fermier canadien sinon à l'abri d'une protection douanière qui représente plus du double de la valeur du produit protégé (80 francs).

Citons maintenant M. Henri Noilhan dont j'ai déjà écrit le nom tout à l'heure. Je prends un article paru dans le premier numéro de 1935 de la revue : *L'Homme Nouveau.* M. Noilhan écrit : « *L'étonnante survivance de la petite propriété terrienne qui se défend contre les empiétements de la grande a toujours plongé les marxistes purs dans un douloureux étonnement. Visiblement leurs théories ne collent pas toutes les fois qu'il s'agit de les appliquer à l'exploitation du sol.* » Pourquoi, se demande M. Henri Noilhan ? Parce que, répond-il « *il n'existe pas de raison technique décisive qui puisse faire préférer la grande exploitation à la petite contrairement à ce qui se passe dans l'industrie* ». Nous venons de voir ce que vaut exactement l'argument, sur lequel repose toute la doctrine du parti agraire. D'ailleurs, dans l'intéressant article de M. Noilhan, nous lisons ensuite : « *Le jeu naturel du libéralisme économique, si par malheur on l'avait laissé se dérouler sans entraves, eût abouti à la mort de notre économie terrienne. Mis en concurrence libre avec le producteur canadien, australien ou argentin, ...le paysan français eût été infailliblement écrasé.* » Point n'est besoin, je crois, d'être marxiste pur pour être douloureusement étonné par la logique des raisonnements du secrétaire général du parti agraire.

L'agriculture française restera dans cet humiliant état d'infériorité technique qui est le sien, que lui reconnaît, contraint et forcé, M. Noilhan lui-même, tant qu'elle ne sera pas concentrée comme les agricultures rivales. Oui, mais paysanne, elle ne peut pas être concentrée; concentrée, elle ne serait plus paysanne. Est-ce à dire que la petite propriété paysanne doit mourir ? Ce ne serait pas pour nous désespérer.

Jean TEILHAC.

(*A suivre.*)

NOTRE ENQUÊTE (1)

AU SYNDICAT LE POUVOIR !

III

On se rappelle que l'an dernier, en février, la section du Rhône de la Fédération Générale des Fonctionnaires — sur la proposition de la section du Syndicat National des Instituteurs — adoptait un manifeste : Tout le Pouvoir aux Syndicats, *qui exprimait les mêmes idées fondamentales que celui lancé presque en même temps par notre* R.P. *L'avis des camarades du Rhône sur l'esquisse d'organisation syndicale de la société que nous avons publiée dans notre numéro du* 10 *mars, est donc particulièrement précieux. Il nous est donné par Fontaine. Le voici :*

Les camarades du Rhône approuvent dans leur ensemble les principes exposés dans la *R. P.* du 10 mars 1935.

Il y aurait peut-être lieu, une fois l'accord établi sur l'établissement du plan de la nouvelle organisation économique, de prévoir un plan préventif d'action immédiate pour que la prise du pouvoir au lendemain de la chute du capitalisme n'échappe pas aux véritables travailleurs.

Deux tendances

Nous imaginons, — il faut bien imaginer — que le jour où le pouvoir tombera des mains de la bourgeoisie, soit brusquement, soit pendant une période de troubles confus et violents, soit, — il faut bien tout prévoir, — au cours ou à la fin d'une nouvelle guerre, les circonstances pourront être telles, que beaucoup de formations prétendront être aptes à prendre en mains les leviers de commande.

L'unité qui, depuis quelque temps, fait des progrès, masque des conflits internes qui surgiront au lendemain d'une victoire prolétarienne, avec toute leur acuité.

A ce moment-là, il est logique de prévoir que deux grandes tendances rallieront les esprits et s'affronteront.

D'une part, la nôtre, celle qui émane du syndicalisme révolutionnaire, puisant sa force dans les traditions d'un mouvement syndical vieux déjà d'un demi-siècle, dans l'organisation syndicale actuelle, et aussi dans le caractère même de la race française qui a subi l'influence d'un climat particulier et qui s'est développée à égale distance des races latine et anglo-saxonne et par là répugne à une dictature personnelle aussi bien qu'à celle d'une collectivité.

D'autre part, la tendance révolutionnaire à caractère politique, qui séduit encore nombre de militants et qui s'apppuiera sur la force acquise par plus d'un siècle de pratiques symbolisées par le parlementarisme. La révolution se ferait en utilisant les organismes de la vie politique et sociale actuelle; les dirigeants seulement seraient changés.

La première tendance, la nôtre, taillera dans le neuf, et son plan, son action, ses méthodes comporteront tous les risques de la mise en marche d'une machine merveilleuse mais dont on ne connaît pas encore le rendement.

La deuxième tendance, d'aspect plutôt politique, s'accrochera aux vieilles habitudes démocratiques, tentera d'utiliser les vieux cadres, les vieilles formations pour réaliser le nouvel état social. Son erreur fondamentale sera de faire servir les organismes gouvernementaux de la vie bourgeoise à l'établissement de la vie prolétarienne, sans voir que de tels organismes ne peuvent que déplacer l'oppression, en changer peut-être le caractère, mais non la supprimer. Toute la machine gouvernementale actuelle, tout le système administratif d'aujourd'hui est établi par une classe pour en opprimer une autre, et toutes les préfaces les plus belles qu'on puisse y ajouter n'en changeront pas le caractère. Malgré cela, malgré leur erreur, les militants révolutionnaires œuvrant sur le terrain politique auront des chances de séduire les masses habituées à être dirigées.

Pour être plus bref et pour nous résumer, il faut prévoir qu'une lutte très vive s'engagera, dès la chute du régime bourgeois, entre les formations syndicales et les formations politiques, socialistes et communistes. Cette lutte est fatale. Ni la volonté de collaborer de part et d'autre, ni la camaraderie et la fraternité nées dans la bataille et la victoire gagnée coude à coude ne pourront l'empêcher. Les deux tendances, les deux méthodes, portant d'ailleurs chacune leur philosophie, leur système de valeurs morales, sont spécifiquement différentes. Elles ne peuvent ni se concilier, ni s'accorder, encore moins se succéder ou se précéder, comme Dumoulin semble le dire dans un article du *Populaire*.

Si le socialisme ou le communisme triomphent dans leur forme politique actuelle, il n'y a plus de syndicalisme, parce que le syndicat tel qu'il vit aujourd'hui sous forme spécifiquement révolutionnaire n'existera plus.

D'autre part, si le syndicalisme fait triompher sa thèse, il est bien évident que les partis politiques tels qu'ils vivent actuellement, n'auront plus de raison d'être.

Deux secteurs

Il va de soi que ces considérations sont préliminaires. Elles ne rentrent pas dans le cadre de l'enquête qui doit se limiter à l'esquisse d'une société fonctionnant selon nos désirs. Mais elles ne sont pas inutiles. C'est que pour construire en imagination et aboutir à des conclusions logiquement établies, scientifiquement déduites, il faut tenir rigoureusement compte des difficultés à surmonter, du chemin à parcourir, de l'évolution des faits.

Le mouvement syndical, création instinctive et par là spontanée de la classe ouvrière, menacée, exploitée est comparable à l'apparition d'une espèce nouvelle dans la loi d'évolution des êtres vivants.

Une espèce nouvelle ne s'ajoute pas à une autre comme un maillon de plus à une chaîne qui représenterait la vie sur la planète. L'enfant n'est pas mis au monde par le vieillard à l'agonie; le fils qui succède au père commence sa destinée bien avant la mort de celui-ci. Il en est ainsi des sociétés humaines. Toutes ont leur naissance plus ou moins agitée, leur heure de gloire, leur apogée et leur fin parfois lamentable. L'histoire n'offre aucune exception. Evoquons la société égyptienne, chaldéenne, perse, grecque, romaine, arabe, féodale, etc. Les sociétés qui remplacent celles qui vieillis-

---

(1) Voir la *R. P.* du 10 mars, du 10 mai et du 25 mai.

sent et sont condamnées, se développent à côté d'elles, rarement en accord, le plus souvent en opposition violente.

Ces considérations nous amènent à dire que notre esquisse doit nécessairement comporter des lacunes. Les syndicats, et toute l'organisation syndicale sont l'expression vivante de la société de demain, celle qui doit remplacer la société bourgeoise. Mais il va de soi qu'ils ne sont pas encore toute la société de demain. Il y a donc deux parts à faire dans notre esquisse ou pour employer le langage planiste deux secteurs à envisager. Les fractions de l'économie où les syndicats sont organisés, ont des cadres et des militants conscients seraient gérées par eux. J'y vois l'enseignement, les P.T.T., les finances publiques, les transports de toute nature, les mines, le livre, le bâtiment... (1) Par contre l'agriculture, l'alimentation, l'habillement, les finances privées... (1) constitueraient un secteur particulier, le syndicalisme n'y ayant pas suffisamment pris racine.

Nous aurons donc dès le début de la société prolétarienne deux secteurs de gestion de l'économie. Là où les syndicats sont majeurs ils sont immédiatement chargés de la gestion de leur service. Et à mon sens, il n'y a pas lieu de distinguer les services publics des services privés. Tout sera public ou privé. Ces mots ne peuvent avoir de sens dans une société prolétarienne.

Là où il n'y a pas d'organisations syndicales ou plutôt d'esprit syndical, au sens où nous entendons ce mot, il faudra faire gérer ces différents secteurs par un conseil de camarades compétents jouissant de la confiiance, avec mission de créer des syndicats d'esprit prolétarien et de confier à ceux-ci la direction de ces secteurs économiques au fur et à mesure de leur formation.

Rôle des Fédérations et des Unions de Syndicats

Maintenant, comment les syndicats géreront-ils l'économie? A mon sens, à la tête de la société nouvelle sera le Comité confédéral, issu d'un congrès des Syndicats et des Bourses du Travail souverain. Son rôle sera, comme aujourd'hui, d'harmoniser, de coordonner l'activité libre des Fédérations d'une part et des Unions de Syndicats d'autre part.

(1) Même si cette liste incomplète comporte des erreurs, elle n'influencé pas les conclusions qui en découlent.

Je crois qu'il n'y a pas lieu, tout au moins au début de la Révolution, de modifier la technique de la production et de l'administration du régime bourgeois actuel. Il y aurait d'ailleurs impossibilité matérielle et puis il faut reconnaître que certains secteurs, — le profit écarté, — de l'économie bourgeoise sont des merveilles d'organisation.

Les Fédérations jouent chez elles, le rôle que joue la C.G.T. en haut lieu; elles harmonisent, coordonnent l'activité des syndicats qui restent libres dans le cadre des décisions fédérales prises souverainement par les délégués mandatés des syndicats.

Les syndicats, dans les limites tracées par eux, assurent la marche des usines, des ateliers, des bureaux, des magasins, etc., etc.

D'autre part, comme l'explique très bien l'exposé déjà paru de l'esquisse, la Section des Bourses du Travail, à la tête, est chargée de l'administration générale, du bon ordre, de la justice, des conflits généraux et locaux: elle veille à la bonne marche de la vie locale, à la bonne entente des camarades travaillant dans des secteurs différents; elle doit être un foyer intellectuel et moral; elle organise les loisirs, dénonce les abus, enquête à domicile sur les situations individuelles, veille à l'hygiène générale, etc., etc.

*
* *

Ces quelques réflexions n'épuisent pas le sujet. Nous nous réservons de les continuer s'il y a lieu au cours de l'enquête. Pour terminer nous pensons qu'il ne faut pas trop s'attacher aux formules et aux principes de l'idéologie dite révolutionnaire. Il ne faudra pas imiter nos ancêtres de 1789 qui ont passé bien du temps à rédiger les fameux et immortels (?) principes des Droits de l'Homme et du Citoyen, et qui ont laissé les mercantis, les débrouillards, les embusqués, tous les profiteurs de l'époque, voleurs des biens nationaux, les munitionnaires, remplir leurs poches, saboter la Révolution et instaurer le fascisme bonapartiste qui leur a permis de digérer en paix et d'assurer l'avenir à leurs descendants, les bourgeois d'aujourd'hui.

Notre civilisation, c'est-à-dire notre littérature, notre morale, nos arts, nos principes, notre philosophie..., découlera directement de notre économie, c'est-à-dire de notre manière de vivre. Nous penserons comme nous agirons. Les sciences biologiques et le pur marxisme nous l'enseignent d'ailleurs.

J. FONTAINE (*du Rhône*).

Nationalisme

De Blum au Congrès de Mulhouse :

« *...Mais, lorsque nous nous trouvons en présence de la menace d'une indéniable gravité que fait peser par exemple l'armement hitlérien sur la France...* »

Et la menace que l'armement français fait peser sur l'Allemagne n'est-elle pas de la même gravité ?

⁂

Du même, dans le même discours :

« *...Je crois véritablement qu'en cas d'invasion du sol national par l'Allemagne d'Hitler, tous les prolétaires de ce pays se dresseraient contre l'ennemi...* »

Et en cas d'invasion du sol « national » allemand par les armées bourgeoises françaises, que devraient faire les prolétaires français?

Ceux qui approuvent le « pacte » franco-russe

Défendant contre certains de ses amis le « pacte » franco-russe, Kérillis écrit dans l'*Echo de Paris* du 26 mai :

« Pertinax et moi sommes vraiment en bonne compagnie !

» D'accord avec la pensée exprimée par l'illustre Maréchal Lyautey.

» D'accord avec le grand général Weygand.

» D'accord avec le vénéré Cambon.

» D'accord avec le sage Président Doumergue.

» D'accord avec Mgr. le Comte de Paris.

» D'accord avec Mgr. le Duc de Guise. »

L'union sacrée n'est plus à faire ; elle est faite.

Notes sur l'U.R.S.S.

BILAN DE PRINTEMPS

Ce printemps a été si riche en faits marquants qu'il a été impossible de les relater tous comme il convenait. Rattrapons ce retard par une courte revue des événements importants de la politique intérieure soviétique de ces derniers mois — en dehors de ceux déjà mentionnés :

SUPPRESSION DES CARTES D'APPROVISIONNEMENT

Les causes

Le système de répartition organisée, après quelannées de règne (depuis 1929), s'était amplifié jusqu'à englober 40 millions d'habitants des villes et à provoquer un embouteillage imprévu de la distribution elle-même. Il n'avait aucune portée sociale positive puisqu'il consacrait par des cartes de consommation et des distributeurs de différentes catégories les inégalités économiques : la misère et le privilège. Le fait de ne pouvoir acheter le moindre kilo de pain que sur présentation d'un ticket spécial, dans un magasin donné, à date fixe sans vous dispenser de l'obligation de posséder l'argent nécessaire pour réaliser ce plus élémentaire droit d'achat ne pouvait pas ne pas aboutir à une paperasserie très onéreuse doublant inutilement le rôle de l'argent.

La valeur du rouble intérieur était insaisissable puisqu'elle variait entre 1 et 10 et même 20 selon que le rouble était utilisé dans un magasin ou dans un autre et qu'il était couvert ou non par un bon (droit d'achat) vert, jaune, rouge, etc... La grande comptabilité de l'Etat en arrivait à ne plus bien savoir où elle en était.

Le budget, dont la partie improductive (police, guerre, aviation, marine, diplomatie, etc...) s'alourdissait rapidement, exigeait de nouvelles sources de revenus.

La tendance à voir dans cette répartition réglementée un pas vers le socialisme était ébranlée par la persistance d'un marché qui, de façon latente, pesait sur toute l'économie de plan. Les plus brillantes mathématiques et le pouvoir le plus absolu n'avaient pu imposer une valeur vivante au rouble.

Il ne restait plus qu'à revenir sur ses pas et à baptiser ce retour de « marche en avant » tout en faisant de bonnes affaires. C'est ce qu'on a fait.

Les effets

La peine de la population pour l'acquisition des produits dont il est question est réduite puisqu'on peut les acheter quand et où l'on veut.

L'argent (le rouble papier) tend à redevenir le seul étalon du niveau de vie. On a le niveau de vie de son salaire.

La différence entre les extrêmes s'accentue puisqu'on augmente *également* les salaires à ceux qui profitent du décret (les hauts salariés) et à ceux qui en pâtissent (les autres). Ceux-ci en pâtissent parce qu'ils ne pouvaient guère acquérir que leur ration de pain dont le prix vient d'augmenter alors que les premiers usaient déjà largement d'un marché libre dont les prix viennent de diminuer.

La misère s'exprime mal en chiffres, cependant pour donner une idée de sa profondeur en U.R.S.S. suivons l'évolution des rapports entre le prix du pain et le salaire mensuel moyen de l'ouvrier à Moscou :

	Avant guerre	1927	1933	1934	1935 dep. le décret
	—	—	—	—	—
1. Salaire mensuel moyen de l'ouvrier (roubles)...	30	110	140	150	165
2. Prix en roubles du kilog de pain de froment	0.075	0.23	0.60	1.20	2
3. Prix en roubles du kilog de pain de seigle.....	0.025	0.10	0.30	0.60	1
4. Pouvoir d'achat en kilogs de pain de froment du salaire mensuel de l'ouvrier..	400	480	235	125	82
5. Pouvoir d'achat en kilogs de pain de seigle du salaire mensuel de l'ouvrier	1200	1100	465	250	165

Il suffira d'ajouter qu'un manœuvre, à Paris, gagnant 800 francs par mois pourrait acheter 485 kilos de pain de froment à 1.65 le kilo, pour comprendre que la partie la plus pauvre des travailleurs soviétiques est réduite au pain et à l'eau.

La nouvelle mesure visait si peu l'amélioration du sort déjà si pénible des travailleurs que les *Izviestia* du 9 avril 1935 constataient pour janvier (le premier mois d'application du décret) 20 % de diminution de consommation dans les restaurants ouvriers. Autant d'ouvriers n'avaient donc plus les moyens de prendre leur repas (dont le prix venait d'augmenter), au réfectoire d'usine.

En fin de compte l'Etat a fait une bonne affaire, et ce cyniquement. Dès le 26 décembre 1934 (*Izviestia*), il donnait l'ordre de réévaluer *tous* les stocks (denrées, matières premières, objets fabriqués) lors des inventaires de fin d'année.

Et rien que pour cette opération, *deux milliards trois cents millions* de roubles figurent aux recettes du budget général de 1935 (*Izviestia* du 9 février 1935).

Par la suite une élévation générale des prix des objets fabriqués et des denrées aura bouché les « imprévus » du budget de la guerre et serré d'un autre cran la ceinture des couches les plus pauvres des travailleurs.

NOUVEL EMPRUNT-IMPOT

Comme l'année dernière, un emprunt *obligatoire* de 3 milliards et demi de roubles vient d'être lancé (1).

La comédie — relatée en détail dans la *R. P.*, N° 174, du 10-5-34 — n'a changé par rapport à la précédente que sur un point : on a évité cette fois aux travailleurs *l'honneur* de l'initiative. Le Comité Exécutif Central des Soviets et le Conseil des Commissaires du Peuple s'en sont chargés par décret du 4 mai.

Citons, pour être complet, une autre petite innovation : n'ayant pas le droit de réaliser ses obligations d'emprunt on a tout de même conservé celui d'en toucher les intérêts — mais cette année le taux a été ramené de 10 à 8 %. C'est encore ça de pris sur le pauvre bougre.

On continuera donc toute l'année à retenir 10 % sur la paie des travailleurs, en d'autres termes : pour compenser les *deux* semaines de congé annuel payé que l'Etat « socialiste » accorde à l'ouvrier, il lui reprend *trois* ou *quatre* semaines de salaire.

M. YVON.

---

(1) *Izviestia* du 5 mai 1935

Le prochain Congrès réalisera-t-il l'unité ?

Nos camarades instituteurs de la Loire viennent d'élaborer une résolution sur l'unité syndicale qu'ils soumettront à leur congrès corporatif et au prochain congrès confédéral.

Dans cette résolution, nos camarades ont essayé d'apporter une solution à toutes les difficultés qui sont apparues lors des négociations engagées entre les deux C.G.T., en demandant à chacune des deux centrales certaines concessions nécessaires pour réaliser l'accord indispensable.

Nos camarades de la Loire font sans doute eux-mêmes beaucoup de concessions aux points de vue des états-majors. Par exemple lorsqu'ils condamnent l'existence non seulement des fractions politiques, mais de « tous autres groupements » au sein des syndicats; ce qui pourrait être facilement utilisé demain contre toute organisation de tendance sans laquelle nulle opposition ne peut faire triompher ses conceptions. D'ailleurs, la C.G.T.U. vient d'abandonner officiellement les fractions... ce qui ne signifie pas, évidemment, que le P. C. ne les maintiendra pas. D'autre part, la condamnation des syndicats uniques, considérés comme des tentatives équivoques, ne semble pas tenir suffisamment compte du fait que, par exemple, la majorité des cheminots en France sont déjà groupés dans des syndicats uniques et qu'à l'expérience, ces cheminots ne sont pas d'avis que leur regroupement a augmenté les défiances réciproques, au contraire. Et puis, en les condamnant n'allons-nous pas faciliter la besogne du bureau confédéral qui s'apprête à contester les mandats des cheminots au prochain congrès confédéral !

Nos camarades de la Loire ont pensé surtout à désarmer l'opposition à l'unité qu'ils sentent comme nous chez les dirigeants des deux C.G.T. Et il est certain que si ceux-ci n'avaient pas d'autres raisons de s'opposer à l'unité que celles qu'ils mettent en avant, ils pourraient se rallier à la résolution de la Loire, qui tient un très large compte de leurs arguments.

Mais nous savons que leur opposition à l'unité a, ou avait, d'autres mobiles : la vérité est que dirigeants confédérés et dirigeants unitaires ne voulaient de l'unité qu'à la condition de demeurer des dirigeants de l'organisation unifiée. Non pas tant pour des considérations personnelles que dans le souci, ma foi, fort compréhensible, de donner à l'organisation unifiée l'orientation que l'on croit la meilleure.

Précisément parce que c'est là que résidait le principal obstacle à l'unité, nous pensons que celle-ci est devenue possible à présent que les communistes de la C.G.T.U. sautent à pieds joints dans le réformisme, à présent qu'ils ont — selon la formule bolchévique! — « atteint et dépassé » les plus encroûtés des réformistes dans le patriotisme, la collaboration des classes, même le soutien des gouvernants de la bourgeoisie !

Attendons-nous donc à voir se réaliser non pas seulement l'unité organique, mais l'accord intime des réformistes de toute obédience unis contre les révolutionnaires impénitents que nous restons.

Inutile de dire que nous accueillerons avec joie l'unité même réalisée dans ces conditions. Parce que, l'unité, sous quelque forme qu'elle se réalise, renforcera toujours la classe ouvrière.

F. C.

La résolution des instituteurs de la Loire

Le Congrès confédéral,

Considère que la réalisation de l'unité syndicale est plus que jamais nécessaire à une heure où la persistance et l'aggravation de la crise économique accroissent les dangers de fascisme et de guerre.

Le Congrès déclare que l'unité syndicale ne peut être réalisée d'une façon efficace et durable que par l'acceptation complète, sans aucune arrière-pensée ni réserve, par les diverses fractions du mouvement ouvrier résolument hostiles au maintien du régime capitaliste, des principes suivants:

1. Indépendance absolue du mouvement syndical à l'égard des gouvernements, des partis politiques, des sectes philosophiques ou de toutes autres organisations.

Le Congrès tient à préciser que l'application du principe énoncé ci-dessus ne saurait se concilier avec l'existence et l'activité au sein du mouvement syndical de fractions ou autres groupements s'attachant à faire triompher par tous les moyens — et au besoin par l'affaiblissement ou la désagrégation de l'organisation syndicale — les mots d'ordre arrêtés à l'extérieur et docilement exécutés par des syndiqués qui ne placeraient pas au-dessus de tout leur attachement à l'organisation ouvrière dont ils sont membres.

2. Démocratie syndicale permettant à chacun d'exprimer librement son opinion et droit de représentation des minorités dans tous les organismes.

3. Respect par tous des décisions prises à la majorité.

D'autre part,

Le Congrès Confédéral estime que les tentatives équivoques en faveur de l'unité (front unique — unité d'action — syndicats soi-disant uniques) desservent la cause de l'unité réelle en augmentant les défiances réciproques et en permettant aux organisations concurrentes de s'installer dans la scission. Il attend de l'organisation unitaire qu'elle renonce à de telles pratiques et qu'elle donne son acceptation aux principes énoncés ci-dessus.

Dès que ces garanties indispensables auront été données, la C.G.T. mettra, pour sa part, en application les solutions ci-dessous, destinées à résoudre les difficultés qui ont surgi au cours des négociations entre les délégués des deux centrales.

1° Sur l'invitation adressée par les deux C.G.T. aux syndicats confédérés et unitaires, ceux-ci réaliseront leur fusion en un seul syndicat par localité. Au cours de l'assemblée générale de fusion seront élus les membres des organismes du syndicat unifié.

2° Les congrès fédéraux de fusion seront organisés par les Fédérations confédérées et unitaires intéressées. Y seront représentés les syndicats unifiés de la profession. Les mandats de leurs délégués seront calculés en tenant compte exclusivement des adhérents qui figuraient dans le syndicat confédéré et dans le syndicat unitaire au moment de la fusion locale.

3° Les congrès départementaux ou régionaux de l'unité seront organisés par les unions départementales confédérées et Unions Régionales unitaires intéressées. Y seront représentés les syndicats uni-

fiés du département ou de la région. Les mandats seront calculés comme il est dit au paragraphe précédent.

4° Les difficultés qui naîtraient en raison des différences de structure ou de dispositions statutaires des organisations appelées à fusionner, celles qui surgiraient à propos des questions de trésorerie ou de cotisation pourront être résolues par des commissions de fusion constituées à la base ou au plan fédéral et composées de délégués des organisations confédérées et unitaires.

5° Le Congrès de fusion des deux C.G.T. couronnant les assemblées générales de fusion des syndicats et les congrès fédéraux de fusion, sera préparé, organisé, contrôlé, par une commission spéciale composée de cinq membres désignés par la Commission Administrative de la C.G.T. et de cinq membres désignés par la Commmission Exécutive de la C.G.T.U.

6° Une mise au point préalable des statuts confédéraux sera effectuée par une commission de dix membres, composée de la même façon que le commission prévue ci-dessus, en prenant pour base les statuts de la C.G.T. d'avant la scission.

Les résultats des travaux de cette commission devront être approuvés par les Commissions administrative et exécutive de la C.G.T. et de la C.G. T.U., et soumis pour ratification au Congrès Confédéral d'Unité qui nommera les organismes dirigeants et décidera de l'orientation de la C.G.T. ainsi reconstituée.

7° Une action pressante sera menée au sein de la Fédération Syndicale Internationale pour obtenir que des pourparlers, en vue de réaliser l'unité internationale, soient engagés avec l'Internationale Syndicale Rouge. Dans le cas où la Fédération Syndicale Internationale se refuserait à engager ces pourparlers ou à les conduire de façon à aboutir le plus rapidement possible à une situation nette la C.G.T. reconstituée, tout en reconnaissant la nécessité absolue de contact avec les organisations syndicales des autres pays en serait réduite à envisager de ne plus lier organiquement son action à une Internationale.

⁂

Ces précisions données en ce qui concerne la réalisation de l'unité syndicale sur le plan national, le syndicat national en complet accord avec la Fédération Générale de l'Enseignement, tient à renouveler à la Fédération Unitaire les propositions de fusion immédiate qui lui avaient été faites en août 1934 et auxquelles cette Fédération n'avait pas cru devoir donner suite. Il reste persuadé que cette unité corporative est susceptible de se réaliser sans délai. L'exemple donné par les forces de l'Enseignement serait de nature à déterminer à la veille des Congrès Confédéraux, un courant favorable à l'unité dans tous les milieux ouvriers.

FAITS ET DOCUMENTS

Les Juifs sont des Allemands et l'avant-garde du germanisme

Renan a eu beau dans une conférence devant un Cercle Saint-Simonien, montrer clair comme le jour que les Juifs n'étaient pas une race, que c'était un peuple, ou plutôt une série de peuples de formation récente n'ayant rien de commun avec les hébreux, et toutes les recherches qui se sont faites depuis lors, historiques, ethnographiques, anthropologiques ont eu beau confirmer la thèse de Renan, l'idée que les Juifs forment une race à part, qu'ils descendent de ceux qui vécurent en Judée,est encore fortement enracinée dans la tête de la plupart des gens. C'est que tout le monde a intérêt à entretenir cette légende : les Juifs, dont elle flatte l'orgueil, ils sont le « peuple élu », — les Chrétiens qui voient dans la « dispersion » des Juifs et dans les persécutions qu'ils eurent à subir la preuve de la colère divine à l'égard de ceux qui crucifièrent « Notre Seigneur », — enfin les démagogues de toute espèce toujours désireux de faire tourner la colère populaire contre des « étrangers ».

Aussi ne croyons-nous pas inutile de reproduire les passages suivants, d'un récent article de la Géographie *consacré à un village bessarabien peuplé principalement de Juifs, où il est rappelé que toute la grande masse Juive d'Europe Centrale et Orientale, est principalement de race allemande, qu'elle parle un dialecte allemand et qu'elle est, ô Hitler, l'élément le plus important et le plus avancé du germanisme chez les peuples slaves!*

A Leova, la majorité de la population est juive : environ 2.500 Juifs sur une population de 4.000 habitants. Il ne s'agit pas seulement comme en France, d'une secte religieuse, de citoyens de religion mosaïque, il ne s'agit pas davantage d'une race ayant conservé, malgré les millénaires, les caractères physiques d'un peuple de Syrie, à supposer que ce peuple ait jamais eu une unité raciale. Les Juifs sont ici une formation ethnique relativement récente, un peuple. La religion de ce peuple néo-juif est la religion israélite, mais sa langue est un dialecte allemand. Toutes les races d'Europe Centrale et Orientale sont réunies en lui, augmentées de caractères communs, dus à des habitudes sociales qui ont fait croire à une unité anthropologique.

Le Yiddish. — Cette nationalité s'est constituée depuis le XIIIe siècle dans les vastes plaines qui s'étendent de l'Oder au Don. Autour d'un noyau de quelques milliers d'Allemands de religion juive chassés des bords du Rhin, s'agglomérèrent peu à peu plusieurs millions d'hommes appartenant à tous les peuples de Pologne et de Tartarie. Non seulement les Juifs indigènes, de langue polonaise, russe ou tartare furent rapidement assimilés, mais aussi des étrangers, détachés par le prosélytisme israélite, de la masse chrétienne ou islamique, encore profondément païenne. La fierté ethnique, la revendication d'une pureté raciale, sont des phénomènes récents chez les Juifs, ils sont les fruits de la persécution. C'est pourquoi la Communauté présente des types germaniques et slaves, nordiques et européo-orientaux diraient les anthropologues, à côté d'individus bruns appartenant à la race méditerranéenne, descendants problématiques des Hébreux. Il est fort aisé de reconnaître un Juif, de même qu'on peut distinguer un paysan d'un ouvrier, un manuel d'un intellectuel. Il est toutefois un caractère physique répandu chez les hommes : l'écartement exagéré des oreilles. Le seul moyen véritable de discernement est la langue, le yiddish ou judéo-allemand. L'hébreu était langue morte au temps de Jésus qui parlait araméen. Plus tard les Juifs parlèrent la langue des pays où ils habitaient, le latin et le grec, puis les langues romanes et germaniques.

Les Juifs de Rhénanie, chassés par les Croisés, et qui s'établirent au XIIe siècle sur les bords de la Vistule, parlaient le dialecte allemand de leurs compatriotes chrétiens, le franconien médiéval, variété de moyen haut-allemand.

Des camarades nous demandent quelle somme ils doivent nous envoyer pour les tracts « Trahison » qu'ils commandent.

LE PLUS POSSIBLE.

Expédition comprise, ils nous reviennent à 20 francs le mille environ — mais nous en envoyons beaucoup gratuitement.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.




LA COOPTYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ, COURBEVOIE

